

Chers amis,

Cela fait 5 semaines que nous ne nous sommes pas retrouvés sur cette place pour protester contre les crimes israéliens. Pour autant, beaucoup de choses se sont passées durant cette période.

Le cessez-le-feu est entré en vigueur le 19 janvier et 6 échanges de prisonniers ont eu lieu depuis à peu près comme prévu, malgré le cinéma organisé par Israël à chaque échange. Mais le 7^{ème} a été marqué par une violation de la part d'Israël qui a tardé à libérer les 602 prisonniers palestiniens prévus, leur infligeant à eux et leurs familles, un véritable supplice. Et des violations de la part d'Israël, c'est tous les jours qu'il y en a eues, allant des tirs meurtriers à la restriction des livraisons d'aide humanitaire, du retard à se retirer du couloir de Netzarim au maintien de la fermeture du check point de Rafah empêchant les sorties pour raisons médicales.

Aujourd'hui aurait dû commencer la deuxième phase de l'accord mais non seulement Israël ne semble pas décider à la mettre en œuvre, mais il fourbit ses armes pour un nouveau plan d'agression de la Bande de Gaza.

Le 21 janvier, Israël a déclenché son opération « Mur de Fer » contre la Cisjordanie. Principales cibles, les camps de réfugiés de Jenin, Tubas et Tulkarem n'ont plus rien à envier pourrait-on dire cyniquement aux destructions systématiques du territoire gazaoui. Et dimanche, l'armée israélienne a annoncé les avoir complètement vidés de leurs 40 000 habitants. Elle encercle les camps et les occupe pour empêcher le retour de leurs habitants. 70 Palestiniens dont 10 enfants ont été tués au cours de cette opération qui continue et préfigure l'annexion de pans entiers de la Cisjordanie, conformément au projet sioniste depuis l'origine d'annexer la terre sans les habitants.

Akram, professeur de Droit à l'Université An-Najah de Naplouse, que nous avons reçu début février nous rappelait que 22 % de la Palestine historique sont contrôlés par Israël. Dans la zone C de Cisjordanie, 61% de la Palestine occupée, il y a 4 fois plus de colons que de Palestiniens. Les Palestiniens n'y ont aucun droit et subissent au quotidien leurs attaques. Les villes sont complètement fermées et isolées les unes des autres par plus de 900 check points et barrières. 43 rien que pour Naplouse. Pour rentrer après son court séjour en France, Akram a attendu 5h à un contrôle à l'entrée de Naplouse. La réalisatrice du podcast « Yallah je t'emmène » a mis 13 h pour aller de l'aéroport de Tel-Aviv à Ramallah, 63 km. L'Autorité palestinienne se contente de condamner du bout des lèvres tout en continuant à assurer la coopération sécuritaire avec Israël. Elle a participé à l'assaut contre le camp de Jenin préparant le terrain à l'armée israélienne. Elle est discréditée aux yeux des Palestiniens.

L'économie est détruite. Israël retient les taxes qu'il devrait reverser. Le chômage touche 60% de Cisjordaniens, 90% de Gazaouis lesquels dépendent entièrement de l'aide humanitaire assurée essentiellement par l'UNRWA.

Akram a rappelé que l'UNRWA est le « conservateur de l'identité palestinienne » (comme on parle de « conservateur de la biodiversité »), car elle garantit le droit au retour pour les 700 000 Palestiniens expulsés en 1948 et leurs 6 millions de descendants. C'est pourquoi Israël s'en est toujours pris à elle et qu'aujourd'hui, il en interdit l'activité et le contact. A Jérusalem, un quartier entier occupé par l'UNRWA va être confisqué et remplacé par une colonie. L'objectif est clair nous dit Akram : éliminer le statut de réfugiés par la destruction de l'Agence qui les prend en charge. Il souligne, en professeur de droit, que c'est la première fois qu'une Agence de l'ONU est remise en cause par un pays membre de l'ONU.

Le 19 février, c'est Wejdan, jeune étudiante en journalisme rescapée de Gaza, qui est venue nous apporter son témoignage. Elle raconte comment toute sa famille dormait dans la même pièce de façon à vivre ensemble ou mourir ensemble. Après plusieurs déplacements à la recherche d'un abri sûr introuvable, et une blessure, son père l'a conjurée de partir en disant « *si nous mourons, il faut que tu vives pour raconter* ». Grâce à une cagnotte et à la connaissance d'amis européens, elle a réussi à franchir le passage de Rafah après avoir payé 5 000\$ à une entreprise mafieuse égyptienne. Malgré l'horreur de la situation et l'incertitude de l'avenir, elle désire rentrer à Gaza, une fois ses études terminées. Et elle a terminé par ces mots, narguant le projet de Trump de s'emparer de la Bande de Gaza : « *c'est sûr, un jour il y aura une Palestine libre* ».

Alors pour nous, que faire ? Que faire pour arrêter cette horrible guerre qui vise à l'extermination de tout un peuple ?

Il est bien évident que nos minuscules manifestations, si elles ont le mérité de s'installer dans la durée, sont bien insuffisantes et ne parviennent pas à entraîner largement nos concitoyens dans ce mouvement de protestation.

Il faut dire que nous heurtons à la complicité des media qui reprennent mot pour mot le narratif israélien, à la censure des voix critiques de la politique israélienne non seulement dans ces media mais à l'occasion de conférences, à la montée d'un discours haineux à l'encontre des étrangers arabes et musulmans, à un contexte de tensions internationales grandissantes. Autant d'éléments qui ne contribuent pas à la mobilisation mais au repli.

Pourtant, dans ce contexte sinistre où les pays impérialistes cherchent de nouveaux débouchés en réponse à la crise qu'ils traversent, des initiatives porteuses d'espoir voient le jour.

Ainsi en est-il de l'initiative tricontinentale lancée à La Haye par neuf États déterminés à demander des comptes à Israël pour son agression contre les Palestiniens. Cette initiative ne devrait-elle pas se « *transformer en initiative mondiale* » comme le dit Francesca Albanese, rapporteur spécial des Nations Unies sur les Territoires palestiniens et bête noire d'Israël ? Et elle rappelle : « *le maintien des mécanismes juridiques nationaux à la suite des mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale, les refus portuaires et l'imposition d'un embargo sur les armes, la fin de toutes relations avec Israël, font partie des obligations les plus fondamentales qui incombent à tous les États membre des Nations Unies en vertu du droit international, compte tenu des crimes commis de longue date par Israël dans les territoires palestiniens occupés.* » Et nous disons, c'est à nous de les faire connaître et de les imposer car aucune solution ne sera possible tant que l'impunité d'Israël qui dit que tout lui est permis n'aura pas pris fin.

Soulignons avec Albanese que « *les États qui ont signé l'initiative (Belize, Bolivie, Colombie, Cuba, Honduras, Malaisie, Namibie, Sénégal et Afrique du Sud) sont des États qui portent les blessures d'un passé colonial douloureux et de la lutte pour les droits de l'homme qui s'en est suivie* ». On peut dire que leur décision courageuse crée un puissant précédent qui traduit les transformations récentes du monde.

Il faut dit-elle en substance, « *mettre fin à l'exceptionnalisme d'Israël et veiller à ce que ce qu'Israël a fait au cours des 15 derniers mois ne devienne pas la nouvelle norme pour les États dans les années à venir* », si nous ne voulons pas nous diriger vers un ordre dans lequel l'impérialisme et la colonisation continuent à dicter leur loi.

Une déclaration qui prend tout son sens alors que Netanyahu ne cesse d'affirmer qu'il n'y aura pas d'Etat palestinien et qu'il faut en finir avec le Hamas, exige « *la démilitarisation complète du sud de la Syrie* » qu'il occupe, bombarde Damas et n'entend pas se retirer du Sud-Liban, et que l'armée israélienne construit des fortifications dans ces deux pays. Cette volonté d'annexer de fait une partie de ces pays n'a rencontré aucune protestation internationale. Israël est dans notre camp, non ? Encore et toujours un deux poids deux mesures qui contribue à mettre à mal l'ordre international.

Tout comme le survol de Beyrouth par quatre avions de chasse israéliens pour narguer les 1,4 million de Libanais et personnalités étrangères de 70 pays qui, malgré les obstacles, sont venus rendre hommage à Nasrallah.

Tout comme la manœuvre insensée et criminelle de Trump pour prendre le contrôle de Gaza et le plan du ministre israélien de la Défense, Katz, pour organiser le départ « volontaire » des Gazaouis.

Tout comme le report en juin de la décision de la Cour d'appel de Paris sur la libération de Georges Abdallah.

Tout comme la dissolution du Collectif Palestine Vaincra.

Oui, si nous voulons empêcher le monde de sombrer dans la barbarie où nous entraînent la folie des dirigeants impérialistes et leur soif effrénée de profits, il faut nous organiser, convaincre nos concitoyens de se mobiliser pour que notre pays cesse toute collaboration avec Israël. La lutte pour la justice et le droit à l'autodétermination ne concerne pas que les Palestiniens, c'est une lutte universelle qui nous concerne tous.

La tâche est immense. Mais nous n'avons pas d'autre choix.

Vive le peuple palestinien !

Liberté pour tous les prisonniers palestiniens !

Liberté pour Georges Abdallah !

Palestine vivra, Palestine vaincra ! Soutien à la résistance des peuples du Proche Orient !